

Godoy, les rois d'Espagne avaient dans leur gouvernement cette fixité et cette régularité qui maîtrisent la vénération des peuples alors même qu'elles n'ont pas leur bonheur pour but. Sous Godoy, le pouvoir fut irrésolu, versatile, inconstant, et on lui doit au moins ce bienfait d'avoir déconsidéré le despotisme dans le pays où il était le plus profondément enraciné.

L'équité nous prescrit de dire que l'Espagne lui doit quelques bienfaits, et que pour ceux-là au moins il mérite la reconnaissance des amis de la patrie et de l'humanité. L'impulsion, donnée par les Bourbons à l'industrie et aux arts, il la continua, il l'accéléra. Il a plus fait pour les arts et pour les sciences pendant quinze ans qu'il n'avait été fait sous les trois règnes précédens. Malgré une guerre presque continue, les travaux civils entrepris furent continués ; plusieurs fabriques nouvelles furent établies. Il ne tint pas à lui que l'Espagne ne prît sa part dans les découvertes faites en d'autres

pays et dans l'amélioration de l'esprit humain<sup>1</sup>. Il fit voyager au dehors des hommes intelligens et capables, afin de rapporter et de naturaliser en Espagne ce qu'ils trouveraient ailleurs de bon et d'utile. Les arts du dessin et les sciences utiles reçurent des encouragemens multipliés. Par lui furent établies vingt-quatre écoles pour acclimater dans la Péninsule les végétaux précieux que produisent les autres parties de la monarchie espagnole. Les procédés découverts en France pour désinfecter l'air, pour secourir les asphyxiés, les noyés et les enfans qui paraissent morts en naissant, furent importés avec empressement. La vaccine, cette inappréciable découverte qui eût donné son nom au dix-huitième siècle s'il n'eût pas été marqué déjà par tant de biens et tant de maux ;

<sup>1</sup> Il créa, dès 1796, les écoles d'astronomie, de cosmographie, hydrographie, météorologie, hautes sciences pour la navigation. Il donna une organisation nouvelle à l'observatoire royal, créa le corps des ingénieurs cosmographes. Il créa le collège de médecine.

la vaccine fut accueillie en Espagne avec enthousiasme, et la philanthropie avec laquelle l'Espagne l'a transmise à l'Amérique a mérité de justes éloges. Il a fait beaucoup pour la salubrité publique. La défense d'enterrer dans les églises, faite par Charles III, et non exécutée, fut observée dans les grandes villes. La nation espagnole a pour les combats de taureaux une passion qui va jusqu'à la frénésie. On persuada au favori que ces spectacles sanglans étaient contraires à la civilisation et nuisaient à l'agriculture ; il ne craignit pas de compromettre sa popularité en les abolissant.

D'autres actes du prince de la Paix, plus importants parce qu'ils se rattachent à des intérêts plus élevés, honorèrent davantage son gouvernement. L'Espagne reprochait depuis cent ans à ses rois d'avoir rempli leurs cours d'étrangers : Philippe V venant de Versailles avait amené les Français avec lui ; Charles III venant de Naples avait amené les Italiens. Godoy n'é-

leva, n'honora, ne plaça que des Espagnols, et tint les étrangers dans l'infériorité. Cette nationalité fut un mérite, à l'époque où les émigrés français remplissaient l'Europe de leur vanité, et fatiguaient les cours étrangères de leur prétentions et de leur nullité.

Les réglemens pour la réorganisation de l'armée indiquaient la volonté du bien, s'ils ne décelaient pas la capacité nécessaire pour l'opérer. Il a lutté contre l'inquisition, et lui a arraché plus d'une victime <sup>1</sup>. Il a arrêté par une loi expresse l'envahissement de la main-morte. Il n'a pas craint de braver les préjugés religieux qui consacraient l'énorme multiplicité des biens ecclésiastiques, et il a obtenu du souverain pontife le droit d'en faire rentrer une partie dans la circulation. Il a attaqué de front l'hypocrisie et le vice, qui voulaient échapper à

<sup>1</sup> En décembre 1796, il fit un éclat pour évoquer au conseil royal le procès de Ramon Salus, professeur en droit, à Salamanque, condamné par l'inquisition.

l'autorité sous l'ombre de l'immunité sacerdotale<sup>1</sup>.

Si Godoy eût paru en Espagne trois siècles plus tôt, la haute noblesse se serait liguée et armée contre l'erreur et l'aveuglement de Charles. L'aristocratie l'aurait tué, comme elle tua Alvaro de Luna, qui était parti de moins bas et qui s'était élevé moins haut; ou bien les communes se seraient liguées et armées contre cette erreur et cet avilissement du trône, comme elles se levèrent contre le cardinal Trineros et les gouverneurs étrangers, qui cependant humiliaient moins que Godoy l'orgueil national.

<sup>1</sup> En 1797, le pape Pie VI, menacé dans la capitale du monde chrétien par les armées républicaines, eut recours à la protection de sa majesté catholique. Il reçut pour tout secours une espèce d'homélie par laquelle le prince de la Paix exhortait S. S. à se détacher des biens temporels de ce monde et à ne pas mêler ensemble la religion et la politique; quand ensuite il lui envoya quelques prélats espagnols pour le consoler, c'était afin de se défaire de ces prélats dont la présence en Espagne l'importunait.

S'il eût vécu un peu plus tard, dans le dix-septième siècle ou au commencement du dix-huitième, lorsque les institutions aristocratiques et démocratiques avaient été absorbées par le pouvoir royal, et lorsqu'il n'y avait plus rien en Espagne qui résistât, il aurait sans doute gouverné paisiblement. L'histoire publique et officielle aurait parlé avec éclat de ses talens, de ses vertus, de ses établissemens utiles, et aurait trouvé dans les actes de son gouvernement les preuves d'un bon cœur et d'un bon esprit. En même temps les chroniques scandaleuses auraient retracé à la dérobée les turpitudes de sa vie intérieure. Enfin des publicistes impartiaux auraient, après sa mort, relevé les funestes conséquences de son gouvernement, et jugé rigoureusement l'individu.

Mais le prince de la Paix n'a été appelé ni aux orages des siècles barbares, ni au calme d'un despotisme paisible; il a tenu le timon d'un vaisseau énorme, lourd, mal armé, mal manœuvré, mauvais voilier; il a eu à le gouverner

au milieu de la plus épouvantable tempête qui ait jamais agité et bouleversé les sociétés politiques. Le temps n'est plus où un respect aveugle couvre les fautes des rois et de ceux qui les représentent. Aujourd'hui les prêtres veulent en vain faire dire à la religion que les rois sont l'image de Dieu sur la terre; c'est la voix dans le désert : personne n'y croit maintenant. Ceux qui gouvernent sont comptables aux nations et du mal qu'ils font et de celui qui se fait avec eux et par eux; ce compte ne se règle même pas avec une prévention favorable. Ainsi les contemporains ont entassé sur la tête de Godoy les abus qui l'avaient précédé, les calamités qu'il n'a pas empêchées, celles que ni lui, ni aucun autre au monde n'eût pu empêcher; grossissant aussi le fardeau, ils l'ont rendu responsable de tous les malheurs publics. En prononçant de la sorte, les peuples ne sont pourtant pas injustes. Puisque dans les temps prospères les rois et leurs ministres recueillent la gloire et les profits du bien qu'ils

n'ont pas fait , il est juste aussi que dans l'adversité ils succombent et périssent sous tout le poids des misères publiques.

En retraçant les événemens politiques auxquels l'Espagne a pris part depuis vingt-cinq ans , nous avons montré Emmanuel Godoy, les yeux tournés constamment vers les Pyrénées , et réglant sa conduite d'après les différentes phases sous lesquelles se présentait la France en travail de révolution : effrayé par la République , intrigant avec le Directoire , tour à tour caressé et négligé par les ambassadeurs de la République à Madrid , fatigué de cette tyrannie , souvent prêt à échapper à la France pour se jeter dans les bras des Anglais , mais en définitive attendant de Paris les décisions souveraines. L'arrivée de Bonaparte au pouvoir avait fixé son irrésolution , et ne permit plus d'hésitation à sa politique. Lucien Bonaparte , ambassadeur à Madrid , eut avec le prince de la Paix non une liaison d'amitié, il ne pouvait pas en exister entre deux hommes si

différens par l'esprit, et surtout par l'élévation du caractère, mais une liaison politique. Lucien dit à son frère que le prince de la Paix était tout en Espagne, que sa faveur était indestructible comme elle était illimitée. Cette remarque simplifia la politique de la France. Godoy devait être un instrument utile dans les mains de Bonaparte <sup>1</sup>.

*Dans le vaste champ de la politique, il faut savoir cultiver la vanité du sot* <sup>2</sup>, et aussi

<sup>1</sup> Un agent diplomatique français rentrait en 1802 et rendait compte de sa mission. « Quel homme est-ce que le prince de la Paix? a-t-il de l'ambition, du mouvement, de l'élan? — Mon général, c'est un favori sans talent, sans élévation, sans énergie. Quand je lui ai porté la nouvelle de vos vues pacifiques envers le Portugal, il m'a prié de ne pas ébruiter la nouvelle afin de gagner le jour même, à la bourse, sur les fonds publics qui ne pouvaient pas manquer de hausser. — Tant pis, j'aimerais mieux qu'il valût quelque chose, qu'il fût capable de détrôner Charles IV et de se mettre à sa place. J'aimerais mieux le voir sur le trône qu'un Bourbon. »

<sup>2</sup> Beaumarchais.

exploiter les intérêts du méchant. Napoléon n'observa pas toujours cette règle envers le prince de la Paix ; il ne le caressa pas toujours quand il en avait besoin , et le négligea souvent quand il le croyait inutile : c'est à ce manque de soin qu'il faut attribuer l'intempestive levée de boucliers de 1806.

Il fut un temps où Napoléon, vainqueur et arbitre des destinées de l'Europe, distribuait des principautés et des royaumes, où il faisait des promotions annuelles de grands-ducs et de rois, où une couronne était regardée comme le dernier grade de la hiérarchie militaire et politique. Non-seulement les frères et les parents de l'Empereur, non-seulement des généraux, comme Murat et Bernadotte, mais encore un homme étranger à la carrière militaire, avaient été compris dans les promotions annuelles. Pourquoi Godoy qui présidait aux destinées de l'Espagne, et qui rendait de si immenses services à la France, ne se serait-il pas cru des titres plus évidens à une si

grande récompense ! Les lauriers de Miltiade empêchaient Thémistocle de dormir. Calculant que les états devaient être distribués en proportion des services rendus, ou du pouvoir d'en rendre, Godoy pensait que si M. de Talleyrand avait reçu la principauté de Bénévent, il pouvait bien prétendre à être grand-duc de Hanovre. On le lui avait fait espérer.

La vanité du prince de la Paix n'était pas le seul mobile de son ambition. La politique lui commandait de se préparer un refuge que l'âge avancé et les infirmités du roi devaient rendre bientôt nécessaire. Ferdinand, prince des Asturies, était arrivé à l'âge où, malgré l'efficacité à peu près certaine d'une éducation royale pour rendre l'ame rabougrie et pour rapetisser l'esprit, les princes aussi commencent à être hommes.

Le pouvoir de Godoy lui était odieux dans le présent et menaçant dans l'avenir. Les mécontents, de jour en jour, devenaient plus nombreux, et fondaient leur espoir sur un nouveau règne.

Les nobles, qu'avait irrités son insolence ou qu'avait frappés sa disgrâce, se groupaient autour du prince des Asturies. Godoy n'avait rien à espérer de ceux qui lui semblaient dévoués dans la prospérité; ils rampaient devant le pouvoir, tout prêts à aller encenser des dieux nouveaux. Le jour où la classe élevée de la nation pourrait parler, elle avait à lui reprocher avec aigreur les turpitudes de sa vie et les fautes de son gouvernement. Le clergé, et surtout les moines n'attendaient que ce moment pour le dévouer aux enfers. Le peuple lui-même lui eût retiré cette bienveillance que lui avaient méritée son accessibilité, ses manières débonnaires et triviales, et la stupide admiration arrachée par son faste. Tous s'apprétaient à lui attribuer tous les maux dont l'Espagne allait être accablée par la suprême puissance de la France.

DEPUIS un siècle on s'était pour ainsi dire

accoutumé à ne plus considérer les peuples de la Péninsule, comme faisant partie de la grande famille européenne. Pas une idée, pas une découverte, pas une impulsion, pas une impression ne venait de ce côté des Pyrénées. Les Espagnols voyagent peu; ceux qui voyagent perdent vite le cachet propre à leur pays. D'ailleurs on ne connaît, on n'apprécie bien les peuples que chez eux.

Cette Espagne, si peu connue, est une grande et noble ruine, où l'on rencontre de belles proportions, des masses colossales et une foule de richesses enfouies. Le peuple espagnol a brillé sur la terre sans avoir traversé la civilisation! Il ne s'est pas mêlé aux autres peuples; il est resté avec ses habitudes et ses vertus natives. C'est un roi détrôné, qui n'a pas perdu le souvenir de sa puissance, et que l'infortune a renversé sans l'humilier.

La loyauté est la base du caractère des Espagnols; ils sont habituellement calmes, mais de ce calme qui vient du silence, non de

l'absence des passions. Ils peuvent dissimuler, mais ils sont incapables de feindre. La tempérance et la modération dans les désirs ne leur commandent pas le travail : ils sont inertes et paresseux. Aucun peuple, sous le despotisme, n'a conservé, à leur égal, le sentiment de la dignité de l'homme. Les Anglais leur disputent cet avantage. Chez les Anglais, c'est le résultat de l'organisation sociale; chez les Espagnols, c'est instinct, et cet instinct est plus remarquable dans la classe inférieure que dans les hauts rangs de la société. Peu avides de gain, peu enclins aux vices honteux; religieux, croyans, enthousiastes, ils honorent le talent, le courage, l'infortune. Ils sont susceptibles de dévouement. Éloignés de l'abrutissement où plongent les intérêts corporels, tout ce qui élève l'âme les frappe et les enlève. Peu faits pour être pliés à une organisation régulière, pas assez esclaves des besoins physiques, trop ardens, trop élevés pour être soumis à la discipline sociale; plus propres à l'élan qu'à ce

qui exige de la suite, c'est chez eux qu'on a dit : « Il fut brave tel jour. »

La nation espagnole se divise en quatre classes distinctes par leurs mœurs, par leurs intérêts, par leurs habitudes : la haute noblesse, le clergé, l'ordre moyen et le peuple.

UN vingtième des Espagnols sont nobles de naissance (*hidalgos*), proportion énorme. Cette noblesse, quoique réelle, puisqu'elle assure des privilèges personnels à ceux qui la possèdent, offre à peine une nuance dans la société. Ces *Hidalgos* ne se distinguent des autres citoyens, ni par l'élégance du langage, ni par les formes de la politesse, ni par les vices. Il y a des provinces où la moitié de la population est d'*Hidalgos*.

Sept à huit cents familles de grands, de titrés de Castille, ou proches parens des grands et des titrés, forment la haute noblesse. Elle a l'ignorance, la paresse, l'inertie de la nation, sans en avoir la loyauté, la franchise,

l'élan , presque tous habitent Madrid ; ou les grandes villes. A l'exception d'un petit nombre , ils sont étrangers à leurs immenses propriétés , qu'une armée d'agens exploite en leur nom , mais à son profit. La politique des rois de la maison de Bourbon , en leur réservant les places de cour qui avilissent , les a éloignés des emplois de l'État et de l'armée , où ils auraient pu servir leur pays et conserver l'éclat de leur race. Ils paraissent en petit nombre dans l'administration et dans l'armée , on ne les voit à la tête d'aucune entreprise utile. Le gouvernement les rejette ; le peuple ne les connaît pas ; leur race a dégénéré ; on ne parle d'eux qu'avec mépris. Consommateurs orgueilleux et inutiles , ils forment une branche parasite de l'arbre social ; quand elle serait extirpée , on ne s'en apercevrait que par une amélioration dans l'état.

LE clergé espagnol est de cent cinquante mille individus , nombreux dans les villes , ré-

pandus dans les campagnes, introduits partout. Il possédait un quart des propriétés territoriales de la monarchie. Depuis peu d'années seulement, il ne peut plus acquérir. Les moines font plus de la moitié de l'ordre ecclésiastique. Ils formaient au milieu de l'État une république indépendante, qui avait ses maximes, sa règle de conduite; c'était le ferme soutien du gouvernement absolu, soit du roi, soit du pape. Les couvens se peuplaient des classes inférieures de la société. Les moines espagnols étaient ignorans, stupides, mais réglés dans leurs mœurs. Les couvens n'étaient pas des lieux de désordre. Les moines étaient peuple, tout-à-fait peuple; et comme ils étaient un peu plus éclairés que leurs compatriotes, ils avaient sur eux une grande influence. Le clergé séculier était loin d'avoir l'ensemble et la consistance du clergé régulier. Il était plus disséminé, plus mondain. Les évêques étaient riches et recommandables par l'emploi qu'ils faisaient de leurs richesses. Le peuple était ac-

coutumé à les révéler ; ils le méritaient par leurs vertus et leur doctrine. La monarchie venant à se dissoudre, les évêques sont les chefs nés de la population.

L'ORDRE moyen se compose des Hidalgos répandus dans les provinces, dans les petites villes, dans les villages, des agens de l'autorité et de tous ceux qui courent la carrière des fonctions publiques, même dans une grande élévation ; car, en Espagne, les ministères même, en raison de l'exclusion de la haute noblesse, sont donnés habituellement à ceux qui ont suivi les bureaux. Il faut y compter aussi une foule de membres du clergé séculier, indépendans à peu près de l'autorité épiscopale, et des devoirs religieux ; les avocats, les écrivains, les juges et autres gens de justice très-nombreux, trop nombreux pour un peuple où il y a peu de propriétaires et peu de matière à procès. On doit comprendre aussi dans l'ordre moyen les intendans, les fermiers, les agens

des propriétés des grands et du clergé, les médecins, chirurgiens et apothicaires, les étudiants des universités, les commerçans dans les grandes villes; enfin, les Hacendados, petits propriétaires épars sur la surface du royaume. Dans cette classe, brillent avec éclat les vertus et le caractère national; tout ce qu'il y a de capacité est là. Elle veut le bien, sans vanité, sans jalousie; elle le veut, parce que tout autour d'elle appelle des améliorations, parce que tout est dégénéré. L'inquisition, le despotisme, l'isolement topographique, ont empêché les lumières de se répandre dans cette classe nombreuse et utile de citoyens; mais on y pense, on y réfléchit. A l'époque dont nous parlons, on s'y occupait beaucoup, depuis une vingtaine d'années, des questions politiques. On frondait les abus; on attaquait les préjugés; et, comme on s'arrêtait rarement en si beau chemin, il y avait dans cette classe un penchant décidé vers la démocratie, qui s'excusait par les

vices du gouvernement et par l'infériorité des classes élevées.

LA classe inférieure de la société se compose des paysans et de la populace des grandes villes. Comme il y a peu de grandes villes, il y a peu de populace. Ces aventuriers du bas peuple, que les romans espagnols du seizième siècle ont fait connaître à l'Europe, n'existent que dans les romans, et n'appartiennent pas à l'histoire. Le peuple et les paysans ont de grandes habitudes de religion. C'est un spectacle qui convient à leur imagination. C'est un remplissage dans la vie. Les prêtres, et surtout les moines, ont sur eux beaucoup d'empire. Ils ne connaissent des grands que les noms, mais ont un vieux respect pour l'autorité royale. Dieu et le roi, est le cri de la classe inférieure. Elle n'est tourmentée ni par la jalousie de l'égalité, ni par la soif de la liberté. Qu'est la noblesse dans un pays, là où une foule de muletiers sont nobles, où des domestiques,

en entrant en condition, montrent les parchemins de leurs ancêtres? où aucun signe extérieur, aucune nuance sociale ne la distingue? La liberté individuelle, ils la confondent avec le droit de voler et d'assassiner, et, accoutumés à craindre les voleurs de grand chemin, il a été aisé de les leur faire confondre avec les libéraux. Le peuple a des souvenirs nationaux. Il chante les paladins de Charlemagne, et les conquêtes sur les Maures. Il est persuadé que l'Espagne est la terre des hommes, et il a horreur de l'étranger.

EN l'année 1807, les signes précurseurs de la tempête se montraient plus apparens, plus menaçans; les craintes du dehors augmentaient les inquiétudes du dedans. Le volcan sentait mugir dans son sein les bruits précurseurs d'une éruption prochaine. La famille royale attendait son sort de Napoléon. Le roi et la reine, confians dans ses promesses, le regar-

daient comme un rempart contre la nation dont ils s'étaient séparés. Le favori espérait, de ses intrigues près de lui, et de sa soumission entière, la conservation de sa puissance pendant le règne de Charles IV, et sa sécurité ensuite. La haute noblesse, humiliée par le favori, désirait son renversement, et le voyait dans un régime nouveau. Entouré, stimulé par quelques seigneurs outragés, par ceux qui n'avaient pas voulu plier devant l'idole, Ferdinand, inquiet du sort que lui préparaient une mère dénaturée et un père séduit, Ferdinand tournait aussi ses regards vers Napoléon. L'Empereur seul pouvait, lui disait-on, l'arracher aux embûches du prince de la Paix, et à l'aveuglement d'un père et d'une mère irrités. La France devait désirer que l'Espagne, sa fidèle alliée, ne demeurât pas sous un régime intérieur avilissant, qui anéantissait ses ressources, et faisait perdre tout prix à son alliance. L'Espagne forte ne pouvait nuire à la France. Une alliance

du prince des Asturies avec une princesse du sang impérial eût été le ciment du pacte de famille, et eût garanti l'alliance des deux nations mieux que la volonté précaire du favori. Telles étaient les considérations développées par les conseillers de Ferdinand : ils attendaient la vie ou la mort de Napoléon.

Dans les classes éclairées, les idées de philanthropie et de perfectionnement, qui ont donné naissance à la révolution française et présidé à son premier essor, avaient un grand nombre de partisans. Cet attachement à la révolution, ils le continuaient à Bonaparte, qui en était le légataire universel. En Angleterre, en Allemagne, partout où existait la liberté de penser et d'écrire, on s'était aperçu que la France était arrivée au despotisme à travers les horreurs de l'anarchie ; et la nation française eût été abaissée à leurs yeux comme servile, alors même qu'elle n'aurait pas été haïe comme conquérante : là, on ne confondait pas

les principes qui sont immuables, avec des hommes qui avaient changé selon leurs intérêts et leurs passions. Qu'importait que les intérêts matériels de quelques-uns fussent garantis, si par-là on avait mis le peuple en esclavage, et si l'on en avait fait le docile instrument de la ruine des autres nations? Des observations de cette nature étaient moins faciles à faire de l'autre côté des Pyrénées, où l'inquisition et l'esclavage de la presse ne permettaient que de voir les résultats sans apercevoir les détails : on était ébloui de la gloire et de la grandeur du peuple français. Les Espagnols voyaient donc dans Napoléon le propagateur des lumières et de la révolution française.

La portion infiniment plus nombreuse de la nation, à qui l'irréligion, les scènes sanglantes de 1793 avaient inspiré une juste horreur, voyait dans Napoléon l'homme dont la main forte avait muselé les cent têtes de l'hydre révolutionnaire. Les prêtres révéraient en lui le

prince religieux qui avait relevé les autels du vrai Dieu, tandis que les moines abhorraient Godoy, dont la main sacrilège avait touché l'arche sainte. Attendant peu de la cour, et formant en Espagne plus qu'ailleurs un ordre à peu près indépendant, ils étaient prêts à prêter le secours de leurs prières et de leurs bras à celui qui voudrait entreprendre de briser l'idole qu'ils refusaient d'adorer.

La gloire de Napoléon avait même réconcilié les Espagnols avec les Français. Dans les Posadas de Castille on entendait souhaiter des victoires aux invincibles armées françaises et à leur chef illustre. On pleurait sur l'Espagne humiliée, avilie, appauvrie; on la comparait à la France; il n'y avait plus d'armée, plus de confiance; le roi, la reine, le favori se dépopularisaient chaque jour davantage. Sans doute on ne désirait pas les armes de l'étranger; pas un Espagnol ne formait le vœu impie de voir des baïonnettes étrangères souiller le

territoire ; mais on sentait qu'un grand changement était imminent, était nécessaire. Il n'existait d'autre pouvoir que le pouvoir royal, et ce pouvoir était avili, gangrené. Aucun homme considérable dans l'état, aucun corps politique ne pouvait servir de ralliement ; aucune institution n'était là pour exprimer la volonté nationale. Partout un grand désir d'agir, et aucun moyen même pour exprimer ce désir. Pas de corporations, pas de réunion possible ; partout des vœux isolés. Tout cela appelait, nécessitait une influence étrangère.

Ainsi par une inspiration unanime dans son objet, quoique variée dans ses motifs, l'Espagne presque entière tendait ses mains suppliantes vers le grand homme, vers le prince du siècle. Rois et sujets, grands et petits, oppresseurs et opprimés, tous eussent remis l'arbitrage de leurs différens à la décision de l'oracle ; tous le conjuraient de rendre la jeunesse

et la vie à cette vieille monarchie. Ils étaient loin de prévoir que, semblable à la Médée de la Fable, Napoléon devait les régénérer dans une mer de sang.

---

de la vie à cette vicieuse monarchie. Ils étaient  
 tout de prévoir que, semblable à la flèche de  
 la Fable, Napoléon devait les régner dans  
 une mer de sang.

Il y avait une autre cause, une autre cause  
 qui avait contribué à la chute de Napoléon.  
 C'était la haine que les peuples étrangers  
 lui portaient, et qui avait été alimentée  
 par ses conquêtes et par ses cruautés.

Les peuples étrangers se soulevèrent  
 contre lui, et le combattirent avec  
 une bravoure et un courage qui  
 finirent par le vaincre.

Il mourut sur l'île de Sainte-Hélène,  
 le 5 mai 1821, à l'âge de cinquante  
 ans, après avoir régné dix ans sur  
 la France et sur une grande partie  
 de l'Europe.

Son corps fut inhumé à Sainte-Hélène,  
 mais fut transféré en France en 1840,  
 et déposé dans la Chapelle de la  
 Malmaison, à Paris.

# PIÈCES JUSTIFICATIVES.

---

## ESPAGNE.

---

N<sup>o</sup>. I.

Madrid, le 11 octobre.

SA MAJESTÉ a expédié à tous ses conseils, un décret de la teneur suivante :

Un des principaux motifs qui me détermina à conclure la paix avec la république française, aussitôt que son gouvernement eut commencé à prendre une forme régulière et stable, ce fut la manière dont en a usé l'Angleterre à mon égard tout le temps de la guerre, et la juste défiance que devait m'inspirer pour l'avenir, l'expérience de sa mauvaise foi, qui commença à se manifester au moment le plus critique de la première campagne, dans la manière avec laquelle l'amiral Hood traita mon escadre à Toulon, où il s'occupa seulement de ruiner tout ce que lui-même ne pouvait pas enlever; et

ensuite dans l'expédition qu'il fit contre l'île de Corse, expédition qu'il fit à l'insu, et qu'il cacha avec la plus grande réserve à Don Juan de Langara, pendant qu'ils étaient ensemble à Toulon.

Cette mauvaise foi, le ministère anglais la laissa clairement paraître, par son silence sur toutes ses négociations avec les autres puissances, particulièrement dans le traité conclu, le 19 novembre 1794, avec les États-Unis de l'Amérique, sans aucun égard à mes droits qui lui étaient bien connus. Je la remarquai encore dans sa répugnance à adopter mes plans et mes idées qui pouvaient accélérer la fin de la guerre, et dans la réponse vague que donna lord Granville à mon ambassadeur le marquis del Campo, quand il lui demanda des secours pour la continuer. Il acheva de me confirmer dans la certitude de sa mauvaise foi, par l'injustice avec laquelle il s'appropriä la riche cargaison du navire espagnol le *San-Iago* ou l'*Achille*, d'abord pris par les Français, et ensuite repris par l'escadre anglaise, et qui devait m'être rendue, suivant les conventions faites entre mon secrétaire d'état et le lord St.-Hélène, ambassadeur de S. M. Britannique; ensuite par la retenue de toutes les munitions de guerre qui arrivaient sur des vaisseaux hollandais, pour l'approvisionnement de mes escadres, en affectant toujours diverses difficultés, pour en éloigner la restitution; enfin, il ne m'a pas été permis de douter de la mauvaise foi de l'Angleterre, en apprenant les fréquens abordages

de ses vaisseaux sur les côtes du Pérou et du Chili pour y faire la contrebande et en reconnaître le pays, sous le prétexte de la pêche de la baleine, privilège qu'elle prétendait lui avoir été accordé par la convention de Nootka. Tels furent les procédés du ministère anglais, pour cimenter les liens d'amitié et de confiance réciproques qu'il s'était engagé d'avoir pour l'Espagne, suivant nos conventions du 25 mai 1793.

Depuis que j'ai fait la paix avec la république française, non-seulement j'ai les motifs les plus fondés à supposer à l'Angleterre, l'intention d'attaquer mes possessions en Amérique, mais encore j'ai reçu des insultes directes qui me persuadent que ce ministère veut m'obliger à adopter un parti contraire aux intérêts de l'humanité déchirée par la guerre sanglante qui ravage l'Europe, pour la cessation de laquelle je n'ai cessé d'offrir mes bons services, et de témoigner ma constante sollicitude.

En effet, l'Angleterre a mis à découvert ses intentions, a fait voir clairement son projet de s'emparer de mes possessions, en envoyant dans les Antilles des forces considérables, et surtout destinées contre Saint-Domingue, afin d'empêcher sa réunion au territoire français, comme le démontrent clairement les proclamations de ses généraux dans cette île. Elle a encore fait connaître ses intentions, par les établissemens qu'ont formés ses compagnies de commerce sur les bords du Missouri, dans l'Amérique septentrionale, avec le

dessein de pénétrer par ces contrées, jusqu'à la mer du Sud ; enfin, par la conquête qu'elle vient de faire dans l'Amérique méridionale de la colonie de Démérari, appartenant aux Hollandais, et dont la possession avantageuse les met à même de s'emparer de postes encore plus importants.

Mais il ne peut plus me rester de doute sur l'hostilité de ses projets, quand je considère les fréquens outrages faits à mon pavillon, les violences commises dans la Méditerranée, par ses frégates qui se sont permis d'enlever les soldats qui venaient de Gênes à Barcelone, sur des vaisseaux espagnols, pour compléter mes armées ; les pirateries et les vexations que les corsaires corses et anglo-corses, protégés par le gouvernement anglais de cette île, exercent sur le commerce espagnol dans la Méditerranée, et jusque sur les côtes de Catalogne, et la détention de différens navires espagnols chargés de propriétés espagnoles, et conduits en Angleterre, sur les prétextes les plus frivoles, et spécialement de la riche cargaison de la frégate espagnole *la Minerve*, sur laquelle on a mis l'embargo de la manière la plus outrageante pour mon pavillon, et dont on n'a pu obtenir la remise, quoiqu'on ait démontré devant les tribunaux compétens, que ce riche chargement était une propriété espagnole. L'attentat commis sur mon ambassadeur Don Simon de las Casas, par un tribunal de Londres, qui décréta son arrestation, fondée sur la demande d'une somme très-